

Egypte : où est la démocratie ?

La situation en Egypte prend à rebours la vision simpliste qui a prévalu en Europe sur le "Printemps Arabe".

En effet, de la Tunisie à la Syrie, en passant par la Lybie et l'Egypte, des mouvements populaires avaient renversé des dictatures et instauré un processus d'élaboration de constitution démocratique par des élections libres.

Bien sûr, l'intervention militaire occidentale en Lybie n'a pas empêché un émiettement du pouvoir que se partagent des milices et factions armées diverses.

Bien sûr, la non intervention militaire occidentale en Syrie (du fait du soutien de la Russie et de la Chine à la dictature en place) a débouché sur une dramatique guerre civile dont on ne voit pas le bout.

Mais en Tunisie comme en Egypte, les premières élections ont porté au pouvoir des islamistes modérés et respectueux du travail des assemblées constituantes : la démocratie était en marche ...

Une vision fausse :

Mais les événements récents sont venus casser cette vision.

D'abord en Tunisie, où l'assassinat de trois dirigeants démocrates, les atteintes répétées aux droits des femmes (et les manifestations qui ont suivi), ainsi qu'une constitution qui ne parvient pas à être accouchée, ont montré que les luttes pour les libertés, l'égalité et la justice sociale sont loin d'être terminées et demeurent nécessaires.

Puis en Egypte, où des millions d'égyptiens, excédés par le noyautage de l'Etat et l'incurie des "Frères musulmans" à régler les problèmes économiques du pays, ont manifesté pour le départ du Président Morsi, élu depuis à peine un an. Et l'armée, prenant prétexte de de mouvement, est intervenue de façon sanglante pour renverser le Président Morsi et réprimer les "Frères musulmans" (sans doute plus de 1000 morts), avec l'appui de milices populaires (qui se sont formées spontanément) et l'approbation de la grande majorité des dirigeants qui se réclament de la démocratie et de la laïcité.

La démocratie peut-elle être fille d'un bain de sang ??...

L'espoir Tunisien

Il faut ici évoquer la position du Front Populaire tunisien, qui regroupe les partis démocrates et laïques, et le témoignage que **Basma Khalfaoui** est venu apporter à l'ouverture des journées d'été des Verts (EELV). **Basma Khalfaoui** est avocate, militante des Droits Humains, membre de la direction du Front Populaire et veuve de l'opposant **Chokri Belaïd** qui a été assassiné il y a 6 mois dans des conditions toujours pas élucidées. (*Note 1*) Elle a décrit l'action des islamistes de Ennahda (l'équivalent des Frères Musulmans) pour restreindre les libertés (en particulier des femmes), bâillonner les opposants (3 dirigeants de l'opposition démocrates ont été assassinés ces derniers mois), noyauter les institutions de l'Etat, freiner le travail de l'assemblée constituante, dans le but d'instaurer une théocratie islamiste. Mais dans le même temps, comme en Egypte, les islamistes au pouvoir ont démontré leur incapacité à résoudre les problèmes économiques de la majorité du peuple et leur inaptitude à répondre à ses aspirations.

¹ Note 1 : Basma Kalfaoui a déclaré : « j'ai perdu mon camarade, mon ami, mon compagnon et le père de mes deux enfants »

C'est la raison pour laquelle le Front Populaire mène une lutte non violente pour les libertés (150 000 manifestant.e.s pour les droits des femmes) et obtenir le départ de Ennahda du pouvoir. Non pour prendre le pouvoir à sa place, mais pour mettre en place un gouvernement de techniciens permettant d'éviter une catastrophe au pays et d'attendre des élections libres.

La répression sanglante ou la guerre civile ne font pas avancer la démocratie.

La démocratie, qu'est-ce que c'est ?

Ces événements démontrent que des élections sans fraude ne suffisent pas à assurer la démocratie.

Pour qu'un résultat électoral, et l'action exécutive qui s'ensuit, soit respecté par avance, il faut que tout le monde soit certain qu'un certain nombre de garanties ne seront pas remises en cause et que certaines valeurs sont partagées par tous.

Par exemple :

- la liberté d'opinion et d'expression ;
- l'égalité des droits pour toutes les citoyennes et les citoyens, quelque soit leurs origines, opinions ou croyances ;
- la liberté de culte pour toutes les religions et le droit à l'athéisme ;
- la neutralité politique et religieuse de l'Etat et des services publics (laïcité) ;
- l'objectif que l'Etat vienne en aide aux citoyens les plus pauvres et les plus démunis ;
- ...

C'est un peu ce rôle de garanties partagées que le programme du Conseil national de la résistance a joué au sortir de la seconde guerre mondiale.

On comprend que cette confiance est le résultat d'une longue construction, et qu'elle n'est pas acquise une fois pour toutes. On peut, par exemple, rester vigilants face à des courants qui expriment leur soif de revanche à propos du « mariage pour tous », au nom de valeurs divines qu'ils placent au-dessus de la République.

Mais il est sûr que la montée de la violence politique et/ou religieuse ne fait pas avancer la démocratie (même si on n'a pas le choix des moyens dans certaines conditions historiques) : elle crée des martyrs qu'il faut venger par encore plus de violence et de répression.

Patrick Cotrel

Le 25 août 2013